

Questions orales

Des voix: Oh! oh!

M. Roberts: Il est assez regrettable qu'il n'ait pas daigné nous en présenter. Quand aux allégations au sujet des chiffres, il me faudra examiner la question.

M. McGrath: Difficile de présenter un projet sans connaître les critères du programme. Nous n'avons obtenu ces critères que le 2 février, même s'il nous les avait promis pour le jour suivant.

LA CONSULTATION DE DÉPUTÉS

L'hon. James A. McGrath (Saint-Jean-Est): Monsieur le Président, permettez-moi de parler des critères. Le 7 février, le premier ministre a dit à la Chambre qu'on avait consulté les membres du caucus libéral et les députés—surtout les membres du caucus libéral—leur demandant de soumettre des projets. Et pourtant, d'après les critères:

... les octrois et subventions n'ont pas été attribués en fonction des criconcriptions et n'ont pas fait l'objet de consultations en bonne et due forme avec les députés.

Le ministre expliquerait-il à la Chambre pourquoi on a consulté seulement les députés libéraux, alors que, d'après les critères, aucun député ne devait être consulté?

L'hon. John Roberts (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Le député oublie de dire «en bonne et due forme».

Des voix: Oh, oh!

M. Roberts: A mon avis, il n'y a pas eu de consultation en bonne et due forme avec les députés libéraux, sauf que le gouvernement a donné des renseignements généraux aux députés en les incitant à profiter des programmes offerts.

Au comité, en novembre, le député a demandé les critères du programme. Je lui ai alors expliqué que nous avions à dessein établi des critères très variés, généraux et souples, afin de réduire la paperasse au minimum. Je lui ai promis qu'il aurait les critères aussitôt que possible.

M. McGrath: Il y a deux mois et demi de cela.

M. Roberts: On a établi les critères un peu avant Noël. J'avais l'impression qu'ils n'étaient pas aussi clairs que le député l'eût souhaité, ce que je lui ai dit à mon retour. Il se plaint de ne pas avoir été en mesure de nous faire des suggestions parce qu'il n'avait pas les critères. Il aurait dû en discuter avec certains de ses collègues qui n'ont pas eu de difficulté à nous faire des suggestions.

* * *

LE COMMERCE

L'ANNONCE DE LA DÉCISION D'UN GRAND MAGASIN ALIMENTAIRE DU ROYAUME-UNI DE NE PLUS VENDRE DE POISSON CANADIEN

M. Lloyd R. Crouse (South Shore): Monsieur le Président, je poserai ma question au vice-premier ministre en sa qualité de secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Il y a quelques

jours, M. Ian MacLaurin, directeur administratif de TESCO, grand magasin alimentaire du Royaume-Uni, annonçait que son entreprise n'offrirait plus en vente de poisson canadien une fois ses stocks épuisés, pour protester contre la chasse aux phoques pratiquée par les Canadiens.

Le ministre sait-il que les exportateurs canadiens pourront perdre de nombreux marchés au Royaume-Uni à la suite de cette malheureuse campagne de publicité dictée par un sentimentalisme exagéré à l'endroit des animaux, et si oui, quelle mesure entend-il prendre pour protéger le secteur de la pêche?

L'hon. Gerald Regan (ministre du Commerce international): Monsieur le Président, la question que le député vient de poser intéresse au plus haut point le secteur de la pêche.

M. Crosbie: Avez-vous perdu la langue, Allan?

M. Regan: Le ministère a pris très au sérieux cet avertissement venu de Grande-Bretagne. Nous croyons que les principaux responsables de ce secteur doivent être consultés et c'est ce que le ministère a entrepris de faire. Naturellement, la menace est totalement injustifiée et constitue un cas isolé. Nous croyons que la meilleure façon de la combattre est de lui donner le moins de publicité possible.

M. Nowlan: Cachez-la sous le tapis.

M. Crouse: Je remercie le ministre d'État au Commerce international de sa réponse mais ma question s'adressait au Secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

ON DEMANDE AU GOUVERNEMENT DE LANCER UNE CAMPAGNE PUBLIQUE D'INFORMATION

M. Lloyd R. Crouse (South Shore): Monsieur le Président, je voudrais rappeler à la Chambre que je suis allé au Royaume-Uni et dans quelques capitales européennes il y a un an à peine, en compagnie du ministre des Pêches et que les représentants du Secrétaire d'État aux Affaires extérieures ont adopté la politique de l'autruche, mais ça n'a pas marché. Je demande donc au Secrétaire d'État aux Affaires extérieures s'il serait prêt à lancer une campagne publique d'information au Royaume-Uni, et en Europe en général, à la radio, à la télévision et dans d'autres médias, en vue de neutraliser cette détestable propagande. Si son budget ne le lui permet pas, il arriverait peut-être à convaincre le ministre des Pêches de lui donner une partie des 20 millions qu'il songe à dépenser au Canada. Il vaudrait mieux sans doute dépenser cet argent là où sont nos marchés, pour lutter contre une campagne qui risque d'avoir des conséquences fâcheuses pour le secteur de la pêche et d'ébranler nos marchés d'exportation.